



**HAL**  
open science

## Avant le gender mainstreaming. Relire les débats sur le 'féminisme global' (1975-1995)

Ioana Cirstocea

► **To cite this version:**

Ioana Cirstocea. Avant le gender mainstreaming. Relire les débats sur le 'féminisme global' (1975-1995). *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 2023, 57, pp.209-233. halshs-04326163

**HAL Id: halshs-04326163**

**<https://shs.hal.science/halshs-04326163>**

Submitted on 6 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Avant le gender *mainstreaming*.  
Relire les débats autour du « féminisme global » (1975-1995)**

Ioana Cîrstocea (CNRS, CESSP, Paris)

Un imposant volume de 977 pages consacré aux mouvements féministes transnationaux et rassemblant plusieurs dizaines de contributions est paru en 2015 pour « marquer le quarantième anniversaire de l'Année Internationale de la Femme, le trentième anniversaire de la Conférence mondiale des femmes tenue à Nairobi, le vingtième anniversaire de la Déclaration et de la Plateforme d'action de Pékin, respectivement les quinze anniversaires de l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU Femmes, paix et sécurité »<sup>1</sup>. Cet enchaînement de repères chronologiques synthétise le processus de construction d'un répertoire bureaucratique international centré sur à la promotion de l'égalité des sexes : « marraine improbable du mouvement global des femmes »<sup>2</sup>, l'Organisation des Nations Unies a structuré, via une série de quatre conférences mondiales organisées de 1975 à 1995, l'institutionnalisation et l'universalisation des droits des femmes.

La majeure partie de la littérature consacrée à ce processus, qui l'interprète comme un succès des mobilisations des femmes par-delà les frontières, ignore non seulement la césure géopolitique de la fin de la Guerre froide mais aussi les cadrages historiques différenciés des inégalités de genre. En effet, au titre de la confrontation idéologique Est-Ouest, la politisation des droits des femmes a fait l'objet d'une compétition qui opposait, d'une part, les libertés et droits individuels privilégiés en contexte libéral et, d'autre part, la promotion volontariste de l'émancipation des femmes et la protection de la famille hétérosexuelle par les Etats socialistes. A rebours d'une histoire linéaire d'un féminisme à vocation « globale »<sup>3</sup> qui écarte le fait que la plupart des espaces institutionnels internationaux étaient un haut lieu de théâtralisation du conflit géopolitique<sup>4</sup>, le présent texte revient sur les conditions sociales et politiques de l'émergence de ce répertoire dans le monde clivé de la Guerre froide tardive. Après un bref retour sur les principaux acquis des recherches traitant des efforts déployés par les Nations Unies depuis 1975, les contextes d'énonciation du « féminisme global » et la trajectoire sociale d'une de ses principales théoriciennes seront abordés.

## **I. Historiographie des conférences mondiales des femmes**

### **I.1. Deux thèmes principaux: acquis et mobilisations**

Les conférences onusiennes ont donné lieu à la publication de nombreux recueils d'études structurés autour de deux thématiques centrales. Il s'agit, d'une part, des acquis institutionnels quant à la protection légale et à la promotion du statut des femmes dans des

---

<sup>1</sup>Baksh & Harcourt 2015 : 1. Quatre conférences mondiales des femmes ont été organisées par l'ONU en 1975 (Mexico), 1980 (Copenhague), 1985 (Nairobi), 1995 (Pékin).

<sup>2</sup>Snyder 2006.

<sup>3</sup>Sujet intensément débattu dans les milieux militants pendant la Décennie des Nations Unies pour la Femme (1976-1985), le « féminisme global » est traité comme une réalité dans des travaux publiés depuis le tournant des années 2000 (Antrobus 2004 ; Moghadam 2005, entre autres) et la conférence de Nairobi considérée comme sa date officielle de naissance (<https://www.un.org/french/womenwatch/followup/beijing5/session/fond.html>, consulté le 4.03.2022).

<sup>4</sup>Kott 2021 pour cette formulation.

cadres internationaux et, d'autre part, des expériences de participation et de mobilisation des femmes dans les arènes multilatérales<sup>5</sup>.

Au titre du premier thème, la littérature relève que, sous l'impulsion des travaux de l'économiste danoise Ester Boserup<sup>6</sup> et dans le sillage des Décennies des Nations Unies pour le Développement (1960-1970 et 1971-1980) et pour la Femme (1976-1985), l'assistance internationale aux pays décolonisés a englobé à partir des années 1970 des concepts technocratiques faisant référence au genre. Successivement reformulés - « femmes dans le développement », « femmes et développement », « genre et développement »<sup>7</sup>, plus récemment « *empowerment* des femmes » -, ils ont appuyé des actions visant à promouvoir l'éducation, l'apprentissage de nouvelles techniques et la micro-entreprise au féminin<sup>8</sup>. Si elles devaient améliorer la condition des femmes donnant lieu à de nouveaux modes de production et de consommation et stimulant les compétences économiques et l'autonomie des bénéficiaires, ces mesures visaient également des objectifs de contrôle de la population mondiale par la limitation de la natalité dans les pays sous-développés<sup>9</sup>.

La promotion institutionnelle internationale des droits des femmes se traduit aussi par la condamnation des discriminations systémiques à l'encontre des femmes dans un traité international, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) adopté en 1979. Ou encore par l'inscription des violences sexuelles dans le périmètre du droit humanitaire international avec la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (DEVAW, 1993). Enfin, le principe du « *gender mainstreaming* » a été consacré comme outil d'action publique trans-sectoriel et multi-niveaux lors de la quatrième (et dernière) conférence mondiale des femmes en 1995<sup>10</sup>.

Gardant à l'esprit le cadrage concurrent des droits des femmes en contexte de Guerre froide, il convient de remarquer que les références aujourd'hui consacrées (*empowerment*, *women's human rights*, *gender mainstreaming*) sont rattachées à une vision idéologique qui ne privilégie pas l'analyse des structures économiques comme principal ressort des inégalités ni celle de l'intervention étatique comme levier pour y pallier.

La participation des femmes à la construction des acquis mentionnés précédemment fait également partie des thèmes traités par la recherche<sup>11</sup>. Le rôle d'associations féminines historiques comme (World) Young Women's Christian Association (YWCA) et Women's

---

<sup>5</sup>Stienstra, 1994; Winslow 1995 ; Basu (éd.) 1995; Moghadam 1995 ; Chen 1996 ; Naples, Desai 2002 ; Friedman 2003 ; Antrobus 2004 ; Fraser, Tinker 2004 ; Moghadam 2005 ; Desai 2005 et 2009 ; Ferree, Tripp 2006 ; Hawkesworth 2006 ; Basu 2010 ; *Journal of Women's History* 2012; Baksh, Harcourt 2015 ; Adami, Plesch 2022. Cette revue privilégie la littérature sur les conférences mondiales des femmes et leurs échos dans les milieux militants. Pour d'autres perspectives se référer à Tordjman 2017 sur l'Assemblée générale de l'ONU et Boris *et al.* 2018 sur l'Organisation internationale du travail ; Mahon 2019 sur les politiques « femmes et développement » de l'OCDE ; Jacquot 2014 et Briatte *et al.* (éds.) 2019 sur les mesures d'égalité des sexes au niveau de l'Union européenne.

<sup>6</sup>Boserup 1970 et 1999.

<sup>7</sup>Moghadam, 1995. Terrain de compétition économique et idéologique pour la définition de la modernité pendant la Guerre froide, le « développement » a fait l'objet de nombreux travaux impossible à résumer ici. Voir Rist 1996 pour un aperçu général ainsi que Visvanathan *et al.* (dir.) 2011 (1997) et Verschuur *et al.* 2015 sur l'incorporation du genre dans son périmètre.

<sup>8</sup>Staudt 1985 et 1991 ; Snyder 1995 ; Fraser § Tinker 2004 ; Jain 2005 ; Walsh 2012 ; Meyerowitz 2021.

<sup>9</sup>Connelly 2008.

<sup>10</sup>Entré dans le traité de l'Union européenne en 1997, ce principe est promu par des organisations supranationales, des gouvernements, des agences de coopération, des institutions financières, des fondations philanthropiques et se décline dans nombre d'arènes institutionnelles, depuis les administrations locales jusqu'aux entreprises (Lacombe *et al.* 2011 ; Cîrstocea *et al.* 2018).

<sup>11</sup>*Journal of Women's History* 2012 ; *Global Social Policy* 2014; Olcott 2017.

International League for Peace and Freedom (WILPF), dont quelques animatrices ont été cooptées dans le système des Nations Unies pendant la décennie 1960, a été établi<sup>12</sup>. Devenues *insiders* des institutions multilatérales, ces porte-paroles d'une perspective élitiste et occidental-centrée rattachée à leur propre position sociale ont participé à la définition des programmes d'action de l'ONU. Secondement, la cristallisation de groupes transnationaux en marge des conférences onusiennes a été décrite comme une double mondialisation - des mobilisations et des droits des femmes<sup>13</sup>. Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN), un regroupement constitué au titre de la préparation de la conférence de Nairobi (1985) et critique des biais genrés de la coopération internationale, illustre dans la littérature l'extension du féminisme à l'échelle du monde et le déplacement de son leadership vers le « Sud global »<sup>14</sup>.

En termes méthodologiques, les travaux évoqués adoptent une perspective endogène et livrent des analyses formulées en termes de « succès » de l'activisme pour la cause des femmes, d'« obstacles » dépassés ou à dépasser, de « leçons » à retenir. De rares études abordent les luttes féministes transnationales en faisant appel aux outils classiques de la sociologie politique : cadres d'action, structures et fenêtres d'opportunité politiques, mobilisation des ressources institutionnelles<sup>15</sup>. Enfin, en laissant de côté la question des affrontements de Guerre froide autour du cadrage des droits des femmes, cette littérature ignore également la non-homogénéité du « Sud global ». Or, les Etats issus de la décolonisation étaient différemment positionnés dans les alliances internationales et leurs gouvernements adoptaient des orientations idéologiques divergentes, une partie d'entre eux s'appuyant sur le référentiel socialiste et promouvant officiellement l'égalité de genre<sup>16</sup>.

## **I.2. Un thème encore marginal: les alliances Est-Sud**

Un autre pan de la littérature, plus récent et encore minoritaire, rend compte de l'importance de la polarisation Est/Ouest comme cadre idéologique, conflit surplombant et contexte pratique des échanges internationaux pendant la Guerre froide<sup>17</sup> et, spécifiquement, des rassemblements mondiaux des femmes organisés pendant les décennies 1970 et 1980<sup>18</sup>. Pendant les conférences onusiennes, des thèmes comme l'« impérialisme », l'« apartheid » et le « racisme d'Etat », l'« ordre économique international », la « course à l'armement » et le « conflit israélo-palestinien » polarisaient les interventions des délégué.es et conditionnaient le soutien ou le rejet par les gouvernements des mesures promues à l'international. A partir des années 1960, les Etats postcoloniaux ont porté une véritable offensive contre-hégémonique dans les arènes multilatérales et la première conférence mondiale des femmes (1975) en a été un des temps forts. Un de ses documents finaux, la Déclaration de Mexico, soutient les revendications d'un « nouvel ordre économique international » portées par le « Groupe des 77 » (coalition de pays en développement structurée en 1964) et dénonce le racisme et l'impérialisme parmi les ressorts de l'exploitation des femmes<sup>19</sup>.

Les « forums » militants organisés en marge des réunions inter-gouvernementales orchestrées par l'ONU témoignent aussi de positionnements différents en rapport avec le conflit idéologique. Ainsi, des voix du « *mainstream* » libéral nord-américain et ouest-européen dénonçaient la « confiscation » des conférences par l'actualité géopolitique de la

---

<sup>12</sup>Garner 2010.

<sup>13</sup>Moghadam 2005.

<sup>14</sup>Sen & Grown 1987 ; Antrobus 2015 ; Olcott dans ce dossier.

<sup>15</sup>Keck & Sikkink 1998 ; voir aussi Joachim 2007.

<sup>16</sup>Wenzek dans ce dossier.

<sup>17</sup>Westad 2005 ; *Monde(s)* 2020.

<sup>18</sup>De Haan 2010a et 2010 b ; Bonfiglioli 2016 et 2020 ; Olcott 2017 ; Donert 2022.

<sup>19</sup>Olcott 2017 ; Bonfiglioli 2020.

Guerre froide, exigeant que les échanges s'en tiennent aux « questions féminines » et critiquant toute préoccupation pour les relations internationales comme une « politisation » malvenue. A l'opposé, des activistes radicales prétendaient aborder l'ensemble des questions du jour, critiquaient les inégalités mondiales et mettaient en avant la justice économique et la souveraineté des peuples comme prérequis et garanties du respect des droits des femmes.

Pointant les limites des travaux basés sur des sources qui privilégient les points de vue occidentaux, quelques chercheuses ont mis au jour les activités de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes (FDIF), une organisation soutenue par l'URSS et les gouvernements des démocraties populaires, implantée dans des dizaines de pays et très investie dans le monde décolonisé. Fondée en 1945 autour d'un agenda pacifiste et maternaliste, dotée de statut consultatif auprès de l'ONU<sup>20</sup>, dissoute en 1991 et rétablie en 1994, elle a été considérée comme un rouage du « front soviétique » et longtemps ignorée par la littérature consacrée aux mobilisations transnationales des femmes. La FDIF a été « redécouverte » au tournant des années 2010 par Francisca de Haan qui la décrit comme une organisation internationale « féministe de gauche » et critique l'inattention historiographique à son égard comme une empreinte de la Guerre froide sur la production des savoirs. Cette historienne a aussi dressé la chronologie des principales activités de la fédération, souligné son rôle dans la programmation de l'Année Internationale de la Femme (1975) et dans la formulation des préconisations inscrites dans la CEDAW, relevé ses multiples ancrages et projets régionaux<sup>21</sup>.

En effet, la FDIF éditait et distribuait des publications multilingues<sup>22</sup>, organisait ses propres congrès mondiaux<sup>23</sup> ainsi que des réunions intermédiaires et préparatoires aux conférences de l'ONU, offrait des bourses et des formations pour appuyer la participation internationale des femmes du « Tiers Monde ». Elle a posé sa marque sur de nombreuses luttes politiques nationales, ses efforts de socialisation internationale ont fait connaître les politiques menées par les Etats socialistes et ses activités ont facilité l'apprentissage du fonctionnement des institutions multilatérales.

Parmi les études qui lui sont consacrées<sup>24</sup>, deux ouvrages se distinguent. Il s'agit d'abord de l'« ethnographie de sauvetage » entreprise par Kristen Ghodsee<sup>25</sup> via une enquête conduite sur trois continents, qui visait à tirer de l'oubli les actrices, les acquis et les échos de la promotion des droits des femmes par les Etats socialistes et leurs alliés. Se penchant sur les préparatifs et le déroulement des manifestations onusiennes de la décennie 1975-1985, elle a recouvert une profusion d'activités organisées avec le soutien matériel de la FDIF ou en son nom, de nombreuses expériences internationales des femmes de Bulgarie et de Zambie, ainsi que les échos de cet internationalisme Est-Sud dans les milieux bureaucratiques étasuniens. Le premier volume entièrement consacré à la fédération est issu des recherches conduites par Yulia Gradska<sup>26</sup> en croisant l'histoire institutionnelle jalonnée par les grands événements géopolitiques de l'époque (les guerres de Corée, du Vietnam et d'Afghanistan ; la rupture sino-soviétique ; l'émergence et la structuration du Mouvement des Non-Alignés ; les

---

<sup>20</sup>Il a été suspendu de 1954 à 1967, cf. Gradska 2021, De Haan 2022 et Gradska dans ce dossier.

<sup>21</sup>De Haan 2010a et 2010b.

<sup>22</sup>Dont le magazine *Femmes du monde entier* lancé en 1951.

<sup>23</sup>La FDIF a organisé des congrès internationaux des femmes en 1945 (Paris), 1946 (Moscou), 1948 (Budapest), 1953 (Copenhague), 1958 (Vienne), 1963 (Moscou), 1969 (Helsinki), 1975 (Berlin Est), 1981 (Prague), 1987 (Moscou). Les archives du congrès de 1963 attestent de la participation de plus de 1 300 déléguées représentant une centaine de pays (cf. Kadnikova 2011 : 33).

<sup>24</sup>Donert 2015 et 2022 ; Armstrong 2016 ; Poulos 2016 ; McGregor 2012 et 2016 ; Kim 2019 ; Fechtner 2021 ; De Haan, 2022.

<sup>25</sup>Ghodsee 2019.

<sup>26</sup>Gradska 2021.

conférences onusiennes) avec les engagements personnels des animatrices de la FDIF. Donnant à voir les dynamiques contradictoires à l'œuvre dans la définition des objectifs militants de la fédération, le livre éclaire en même temps le projet socialiste d'émancipation des femmes et son héritage politique, les relations entre organisations internationales et gouvernements, le statut des idéologies et des pratiques internationalistes dans le cadre de la diplomatie d'influence pratiquée par les superpuissances.

A la lumière de telles recherches, les Etats socialistes et leurs représentantes apparaissent comme des acteurs centraux dans la formulation des normes internationales relatives à l'éducation et au travail des femmes, à l'égalité politique et salariale, à la protection de la maternité et de l'enfance. Ancrées dans un référentiel politique qui connectait la critique marxiste des inégalités économiques, la promotion des droits des femmes et les discours anti-impérialistes et antiracistes, les solidarités Est-Sud ont durablement marqué le langage et le contenu des documents onusiens. Elles ont porté les thématiques de la justice sociale et économique dans les arènes multilatérales, dans le contexte surplombant de la Guerre froide et à des moments où les mouvements occidentaux dits de la « seconde vague » féministe revendiquaient des postures d'autonomie et s'organisaient à l'écart des institutions bureaucratiques.

Dans le manuel évoqué en introduction du présent texte, une seule contribution évoque au passage la FDIF<sup>27</sup> et à l'exception des quelques travaux qui viennent d'être cités, la littérature sur les mobilisations pour les droits des femmes dans les arènes bureaucratiques internationales ignore l'héritage socialiste. Un regard sociologique est nécessaire pour comprendre les ressorts du silence historiographique et les mécanismes de production des références idéologiques à vocation « globale » consacrées au début des années 1990. La seconde partie de ce texte s'y attèle à partir des résultats de mes propres recherches.

## **II. Internationalisme féministe et géopolitique**

Sans adhérer spontanément à la thèse couramment répandue selon laquelle la fin de la confrontation Est/Ouest aurait « revigoré » le féminisme international<sup>28</sup>, je questionne les conditions sociales ayant permis le déploiement des « droits humains des femmes » et du « *gender mainstreaming* »<sup>29</sup> comme maître-mots du répertoire onusien au tournant des années 1990. Intervenue à un moment précis, l'universalisation de ces notions d'orientation libérale peut et doit être analysée comme un produit de luttes sociales. Inscrite dans une histoire et dans un contexte (géo)politique donnés, elle a été rendue possible par le travail concret d'acteurs sociaux dotés de dispositions et de ressources spécifiques.

Pour éviter les biais des travaux qui abordent le « féminisme global » depuis des positions internes (propres aux militantes, protagonistes des événements, membres et collaboratrices d'institutions engagées dans le processus de la structuration de ce répertoire), il convient de mettre au jour quelques-uns des impensés de ces derniers. Ainsi, ils mentionnent des « réseaux » sans en étudier finement les conditions d'émergence et la composition sociale, voire ils attribuent la dimension transnationale des mouvements des femmes à des « opportunités » institutionnelles, aux nouvelles technologies de communication, à la « globalisation » économique vue comme un phénomène quasi-naturel. Or, des moyens pratiques sont toujours déployés pour rendre possible un processus de transnationalisation et leur origine et modes de circulation renseignent sur les mécanismes sociaux de la construction des solidarités militantes. Deuxièmement, les observations sur le « leadership mondial » des femmes du « Sud » ne sont pas étayées par l'analyse fine des

---

<sup>27</sup>Tinker 2015.

<sup>28</sup>Joachim 2007, Garner 2012.

<sup>29</sup>Elaboré dans le cadre d'une enquête conduite avec le soutien du LabEx TEPSIS (EHESS), l'argumentaire présenté ici a été développé aussi dans Cîrstocea 2021.

profils et des trajectoires des individus concernés, dont les modes d'accès aux milieux internationaux restent peu connus, tout comme ceux de leur sélection, de leur légitimation et de leur visibilité. Enfin, les notions de « transnational » et « global » sont employées assez indistinctement. Le mot « transnational » semble notamment servir à souligner la dimension informelle et instable des mobilisations à l'écart des acteurs étatiques<sup>30</sup> et se réfère souvent au féminisme « post-Pékin » (1995), décrit comme « transnational » par excellence<sup>31</sup>. A son tour, le qualificatif de « global » s'affiche dans des contextes dont l'analyse attentive permet de faire apparaître des acteurs politiques situés et des positionnements idéologiques particuliers.

## II.1. Forger un féminisme à dimension « globale »

Pour illustrer cette perspective de recherche, il convient de se pencher sur le travail d'une militante étasunienne qui a théorisé le « féminisme global » à l'époque de la Guerre froide tardive et a participé activement à élaborer et promouvoir la notion de « droits humains des femmes » après sa fin. Reconstituer cette trajectoire et les arènes politiques et institutionnelles enchevêtrées qu'elle traverse jette une lumière inédite sur les rouages géopolitiques des agendas internationaux contemporains en matière de genre.

Née en 1944, Charlotte Bunch est une organisatrice, experte et enseignante féministe politisée au sein de la New Left et une « vétérane »<sup>32</sup> des combats politiques étasuniens. Son parcours militant, internationalisé dès les années 1960, lorsqu'elle était membre d'YWCA et participait à des réunions mondiales des jeunes, s'est défini par des engagements successifs dans des groupes d'étudiants méthodistes, dans le mouvement pour les droits civiques, dans les mobilisations pour les droits des femmes et LGBT.

Auteure d'un mémoire de fin d'études sur le rôle des femmes dans la révolution chinoise, C. Bunch a voyagé dans quelques pays communistes (Vietnam, Tanzanie) et affichait dans sa jeunesse des positions anti-impérialistes et antiracistes, voire un « penchant au socialisme »<sup>33</sup>. En tant qu'organisatrice de groupes militant dans le mouvement pour la libération des femmes, elle choisit toutefois de promouvoir un « féminisme non aligné »<sup>34</sup>, qui résiste aux dichotomies idéologiques comme celles entre socialisme et capitalisme, « ancienne » et « nouvelle » gauches, « pro- » ou « anti-gauche ». Insatisfait de l'ensemble des modèles de changement social existants et ouvert aux coalitions stratégiques tout comme aux leçons des expériences révolutionnaires, ce féminisme se veut indépendant, ne se laisse pas piéger par des conflits et allégeances politiques extérieurs au mouvement, définit ses stratégies au cas par cas et au nom des seuls intérêts et objectifs des femmes.

Bunch explorait la possibilité d'une internationalisation de cette perspective en invitant des interlocutrices de plusieurs pays postcoloniaux à s'exprimer sur la problématique de l'« oppression globale des femmes » dans un numéro de la revue *Quest* qu'elle a coédité en 1978. Elle s'attela aussi à forger une définition du féminisme se prêtant à un « usage global » lors de rencontres organisées en 1979 et 1980 par un centre régional de l'ONU au titre des préparatifs de la conférence de Copenhague (1980) et elle formulait des « perspectives pour un féminisme global » dans des textes qui ont circulé dès 1981.

Communiquée à diverses occasions et relayée par des collaboratrices du « Sud », cette définition est double et comprend, d'une part, « l'achèvement de l'égalité, de la dignité et de

---

<sup>30</sup>Par exemple Joachim 2013.

<sup>31</sup>Desai 2005.

<sup>32</sup>« *Activist forever* », cf. Fillieule & Neveu (éds.) 2019. Pour les informations biographiques, cf. Evans 2003 ; Gold 2011 ; Trigg & Soderling 2016 et son CV disponible à l'adresse [https://womens-studies.rutgers.edu/images/stories/CharlotteBunch\\_CV\\_2015.pdf](https://womens-studies.rutgers.edu/images/stories/CharlotteBunch_CV_2015.pdf) (dernier accès le 5.05.2022).

<sup>33</sup>Autoportrait de 1973 (Schlesinger Library, fonds MC 708, Box 22, folder 10, 2/5).

<sup>34</sup>Bunch 1987 : 46-58. Texte intitulé « Beyond Either/Or : Nonaligned Feminism » initialement paru en 1976.

la liberté de choix, par le pouvoir des femmes à contrôler leurs vies et leurs corps, dans et en dehors de la maison », et, d'autre part, « la disparition de toutes les formes d'iniquité et d'oppression, par la création d'un ordre social et économique plus juste, au niveau national et international »<sup>35</sup>. Le recours au qualificatif « global » traduit la volonté d'inclure l'ensemble des aspects de la vie sociale dans le périmètre de la réflexivité féministe mais aussi l'idée d'émancipation par rapport aux frontières et instances étatiques, au nom du principe « qu'aucune femme n'est libre si les conditions de l'oppression ne sont éliminées partout »<sup>36</sup>.

Ambitieux voire utopique, ce projet de mobilisation féministe à grande échelle a pu se concrétiser au moins partiellement par le biais d'activités professionnelles que Charlotte Bunch a conduites en tant qu'experte auto-entrepreneure consultante pour International Women's Tribune Center (IWTC). Etabli à New York après la première conférence mondiale des femmes par le groupe qui avait organisé la réunion d'ONG (« tribune ») parallèle au rassemblement gouvernemental, ce centre s'est impliqué dans l'ensemble des conférences ultérieures et a été une plaque tournante d'échanges transnationaux pendant la période qui m'intéresse ici. Bunch y a conduit plusieurs projets et préparé des ateliers sur le « féminisme international/global » proposés au nom de l'IWTC lors des « forums » militants accompagnant les conférences de Copenhague (1980) et Nairobi (1985). A la même époque elle a coordonné un réseau international de lutte contre les violences sexuelles et la traite des femmes<sup>37</sup>, a participé aux rencontres féministes latino-américaines<sup>38</sup>, a enseigné les stratégies du mouvement pour la libération des femmes au Pérou, au Chili, en Inde et au Sri Lanka.

Nommée en 1987 titulaire d'une chaire en *women's and gender studies* à l'Université Rutgers (New Jersey), elle y a donné une conférence inaugurale intitulée « Féminisme global, droits humains et violence sexuelle », organisé un séminaire sur le thème « Féminisme global et droits humains » et écrit un article intitulé « Les droits des femmes sont des droits humains »<sup>39</sup>. En 1990 elle lançait depuis le Center for Women's Global Leadership<sup>40</sup> une mobilisation pour revendiquer l'inclusion des violences faites aux femmes dans le périmètre des lois humanitaires internationales. Sous le slogan « *women's rights are human rights* » cette campagne a notamment porté une pétition réunissant plusieurs centaines de milliers de signatures et soldée par la tenue d'un « Tribunal pour les droits humains des femmes » à la Conférence mondiale sur les droits humains (Vienne 1993) et par l'inscription des « droits humains des femmes » dans les documents de l'ONU. La campagne a bénéficié des liens militants et des contacts professionnels constitués par C. Bunch dès la fin des années 1970, des ressources institutionnelles, humaines et documentaires de l'IWTC, des relais personnels de l'organisatrice dans les milieux politiques démocrates et à l'UNIFEM (Fonds de développement des Nations unies pour la femme, créé en 1976), du soutien logistique de la Fondation Ford.

Véritable « révolution conceptuelle »<sup>41</sup>, l'affirmation de la thématique des « droits humains des femmes » est considérée comme un des succès majeurs du « mouvement global pour les droits des femmes ». Son émergence témoigne aussi de la reconfiguration d'un répertoire constitué pour sa majeure partie dans le contexte de la Guerre froide tardive. Rattacher le féminisme au référentiel des droits humains - un des axes centraux de la politique

---

<sup>35</sup>*Ibid* : 286 (ma traduction).

<sup>36</sup>*Ibid.* : 306 (ma traduction).

<sup>37</sup>Barry *et al.* 1984. Ce rapport traduit en français et espagnol en 1985 est présenté comme issu d'un « atelier féministe global ».

<sup>38</sup>Alvarez *et al.* 2002 ; Friedman 2003.

<sup>39</sup>Bunch 1990.

<sup>40</sup>CWGL, créé en 1989 à l'Université Rutgers et dont la direction a été confiée à C. Bunch (<http://cwgl.rutgers.edu>).

<sup>41</sup>Quataert 2014 ; Roman (éd.) 2014 ; Charlesworth 2013; Reilly (éd.) 2019.



étrangère des Etats-Unis pendant la décennie 1980<sup>42</sup> - était, pour les groupes militants auxquels Charlotte Bunch appartenait, une stratégie pour re-légitimer leurs combats dans un espace national marqué par le « backlash »<sup>43</sup> sous le gouvernement conservateur du président Reagan. Au gré des évolutions géopolitiques engagées à la fin de la même décennie, le thème des « droits humains des femmes » s'est aussi avéré une ressource « prête à l'emploi » pour devenir non seulement l'outil d'une politique féministe ambitieuse, adossée à un corpus de normes internationales reconnues de longue date et adaptée à de multiples déclinaisons, mais aussi celui de la construction hégémonique d'un universalisme libéral post-Guerre froide.

## II.2. Fabriquer du consensus et dépasser les clivages idéologiques

A partir de la deuxième conférence mondiale des femmes (Copenhague, 1980) et surtout en préparation de celle de Nairobi (1985), l'idée d'une « sororité globale »<sup>44</sup> a activement été promue par des groupes basés dans les pays hégémoniques et notamment aux Etats-Unis, dans un contexte où les arènes multilatérales étaient dominées par des alliances contre-hégémoniques structurées entre autres via les activités historiques de la FDIF et celles plus récentes du Mouvement des Non-Alignés<sup>45</sup>. De nombreuses publications répertoriaient à la même époque les défaillances des politiques sociales adoptées par les démocraties populaires, dénonçaient la division traditionnelle des rôles au sein des formations de gauche, critiquaient l'imperméabilité des projets révolutionnaires aux revendications des minorités sexuelles.

Des rencontres transnationales orchestrées avec le soutien des grandes fondations américaines ont alors projeté la possibilité de faire converger les intérêts des féministes libérales et ceux des femmes vivant dans des régions du monde qui étaient des sites d'affrontement et des terrains d'influence disputés par les superpuissances<sup>46</sup>. Proclamer une solidarité spécifiquement *féministe* entre femmes signifie à la fois dénoncer une oppression masculine commune et obnubiler les divergences politiques rattachées aux analyses de rapports sociaux de classe, de race, de type néocolonial et impérial. Porté par des militantes ancrées dans le « camp » occidental et travaillant avec l'appui des organismes de coopération internationale des pays libéraux hégémoniques, le projet d'une « sororité globale » *féministe* minimise voire efface les innombrables initiatives politiques auxquelles les femmes du monde participaient à l'époque, depuis les projets panafricanistes et révolutionnaires latino-américains jusqu'au Mouvement des Non Alignés, en passant par divers combats décoloniaux, antiracistes et anticapitalistes situés<sup>47</sup>.

Le fait de thématiser le « patriarcat » comme un mécanisme d'oppression universel et d'en appeler à sa contestation unanime - par-delà les divisions géopolitiques, les différences de traitement étatique des inégalités, les allégeances internationales des gouvernements – permet de s'extraire du clivage « Nord-Sud » tout en occultant l'opposition idéologique « Est-Ouest ». Qui plus est, le « féminisme global » se construit comme un projet structuré « par le bas », sur des expériences militantes en dehors des cadres étatiques, à la différence des initiatives transnationales appuyées par les gouvernements socialistes. Pourtant, bénéficiant

---

<sup>42</sup>Guilhot 2005 ; Snyder 2011.

<sup>43</sup>Faludi 1991.

<sup>44</sup>Le projet de l'ouvrage collectif *Sisterhood is Global* (Morgan 1984) a été lancé à la même époque et il a été soutenu par la Fondation Ford. Son éditrice a participé à la promotion d'une série d'écrits de femmes dissidentes expulsées d'URSS en 1980 (Talaver 2019).

<sup>45</sup>Le langage de la « sororité » faisait partie du registre des activités internationalistes de la FDIF depuis le moment de sa constitution en 1945 (Gradskova 2020 et 2021 ; Barthélémy 2022).

<sup>46</sup>Falquet 1997 pour une analyse fine sur le terrain salvadorien post-guerre civile pris dans des dynamiques transnationales..

<sup>47</sup>Voir (entre autres) McDuffie 2011 ; Casteldine 2012 ; Falcón 2016.

de ressources dispensées par des organismes comme les agences gouvernementales de coopération internationale et les fondations philanthropiques étasuniennes, ses ressorts sont aussi pour partie rattachés à des objectifs institutionnels et à des intérêts (géo)politiques qui dépassent le périmètre des mobilisations pour les droits des femmes *per se*.

Quant aux groupes engagés dans ce processus de structuration de références idéologiques consensuelles, les priorités gouvernementales tout aussi bien que celles des bailleurs privés occidentaux ont façonné leur périmètre et leur pratique<sup>48</sup>. Fruit du travail trans-local et trans-régional d'une poignée de militantes et expertes « enracinées » (Tarrow) en contexte libéral, la production du référentiel du « féminisme global » est un processus traversé par les logiques géopolitiques de la Guerre froide tardive. Se prêtant à une interprétation en termes de « politique de mondialisation »<sup>49</sup>, il s'est appuyé concrètement sur la création de contextes d'expression (à savoir des rencontres et des publications), sur la sélection - par le biais de l'attribution des subventions - des voix et des positions idéologiques encouragées à s'exprimer, sur l'absorption des controverses internationales quant à la définition du périmètre des droits des femmes et des solutions pour palier aux inégalités. En témoigne le processus de structuration de DAWN, un regroupement déjà évoqué<sup>50</sup>, dont le noyau fondateur rassemblait des actrices subalternes cosmopolites<sup>51</sup> et des expertes en « développement » basées dans les pays du « Nord », qui soutenaient les activités des premières, les invitaient à se rassembler, inspiraient leurs engagements en tant que « féministes du Sud » et faisaient circuler leurs productions<sup>52</sup>; ou bien la structuration de l'agenda des « droits humains des femmes » autour de la dénonciation désidéologisée des « violences de genre » qui obnubile les mécanismes économiques et les rapports géopolitiques dont elles sont pour partie le résultat.

Dans les années 1990, le gouvernement étasunien a affiché la promotion des droits humains des femmes comme un objectif stratégique<sup>53</sup> associé à de nombreux programmes internationaux, y compris ceux visant la libéralisation des anciens pays socialistes. En 1995, dix ans après la clôture de la Décennie mondiale des femmes, la quatrième conférence mondiale des femmes rassemblait à Pékin plusieurs dizaines de milliers de participantes grâce à des subventions gouvernementales et philanthropiques étasuniennes conséquentes<sup>54</sup>.

Un petit regroupement s'exprimant au nom de la « Non-Région » y a dénoncé l'invisibilité des préoccupations des femmes des anciens pays socialistes est-européens dans le programme de cette célébration mondiale des droits des femmes. Inscrit dans le document final de la conférence, le principe du « *gender mainstreaming* » y était sacré comme maître mot d'un féminisme bureaucratique à dimension universelle qui fait table rase des politiques d'émancipation des femmes adoptées par les Etats socialistes du « bloc de l'Est ». Vaincu de

---

<sup>48</sup>Cirstocea 2021.

<sup>49</sup>David-Ismaïl *et al.* 2015.

<sup>50</sup>Moghadam 2005 ; Cirstocea 2021 et Olcott dans ce dossier pour davantage d'éléments à son propos.

<sup>51</sup>Olcott 2017 *passim* pour l'expression « postcolonial/subaltern cosmopolitans » que j'adapte ici pour désigner des professionnelles actives dans les universités ou les bureaucraties des pays décolonisés et internationalisées par leurs études, leurs carrières dans les institutions multilatérales et la diplomatie, leurs collaborations avec les agences occidentales de coopération au développement.

<sup>52</sup>Le manifeste du groupe a été lu et commenté avant la publication par de nombreuses expertes occidentales, Charlotte Bunch comprise (cf. correspondance conservée dans ses archives déposées à la Schlesinger Library, fonds MC 708 Box 32 folders 5 & 7).

<sup>53</sup>Horn, 2010 ; Garner 2013 ; Suchland 2015 ; Pratt 2020.

<sup>54</sup>Levenstein 2018.

la Guerre froide, les pratiques, représentations et représentantes historiques de ce dernier étaient désormais délégitimées<sup>55</sup>.

S'appuyant sur le travail conduit par les actrices et les organismes étasuniens qui avaient animé des projets internationalistes depuis les années 1980, la Première Dame Hillary Clinton déclarait à la conférence de Pékin : « s'il y a un message à retenir de cette rencontre, ce serait que les droits des femmes sont des droits humains et les droits humains sont des droits des femmes, une fois et pour toutes »<sup>56</sup>. Elle affirmait ainsi la position centrale de son pays quant à la formulation et la promotion des normes internationales en matière de genre et défiait du même pas le régime autoritaire chinois qui refusait d'entendre le glas de la « fin de l'Histoire ».

Si le consensus proclamé en 1995 à Pékin couronne une dynamique amorcée en amont – ce qui confirme l'idée de la continuité des luttes des femmes dans l'arène onusienne malgré la césure géopolitique des années 1989-1991–, les thèmes mis en avant tout comme les groupes qui les ont portés témoignent cependant d'un processus sélectif. Le cadrage idéologique privilégié pour politiser l'égalité des sexes au titre d'agendas désormais unifiés écarte les préoccupations de justice sociale et économique que les Etats socialistes et leurs alliés du « Tiers Monde » avaient portées dans les arènes multilatérales. Dénoncer les violences, proclamer l'« empowerment » et « transversaliser le genre » n'engage pas la responsabilité étatique quant à la production et à l'entretien des mécanismes de discrimination et ne questionne pas les sources systémiques des inégalités.

### **En guise de conclusion**

Esquissé pendant la Décennie des Nations Unies pour la Femme, le « féminisme global » est un projet de solidarité internationale en compétition avec ceux que portaient les organisations socialistes depuis la fin de la seconde guerre mondiale et les pays décolonisés depuis la décennie 1960. A la lumière des données historiques et sociologiques dont une partie a été résumée ici, il apparaît également comme un projet à vocation hégémonique promu depuis les Etats-Unis au titre de la confrontation avec l'adversaire idéologique de Guerre froide. Patiemment bâti, adossé aux luttes de la Nouvelle Gauche et mettant en avant la dénonciation de l'oppression spécifique des femmes au sein d'un système patriarcal projeté sur des coordonnées universelles, le « féminisme global » dispute à l'internationalisme promu depuis le bloc socialiste la « sororité » avec les femmes « du Sud » décolonisé et il détourne une partie des bases militantes des mobilisations anti-impérialistes et anticapitalistes de tout acabit. Ce courant idéologique s'est consolidé par le biais de circulations - de ressources matérielles et symboliques, d'actrices et de savoirs - entre les milieux engagés et les sphères gouvernementales et multilatérales. Habituellement conçu comme une histoire activiste à succès, ce processus s'inscrit aussi dans des stratégies de diplomatie culturelle de Guerre froide et témoigne d'une fabrique subtile du consensus politique dont l'aboutissement a été consacré par la fin de la compétition bipolaire et l'unification du monde autour d'un projet libéral désormais resté sans adversaires.

Ces conclusions rejoignent celles de quelques rares travaux qui envisagent les activités de politisation internationale des questions de genre comme un des terrains où s'exerçaient

---

<sup>55</sup>En rapport avec les recherches recouvrant l'internationalisme socialiste de Guerre froide, d'autres travaux revisitent les politiques étatiques d'émancipation des femmes et les formes de subjectivation qu'elles ont pu générer. Polémiques, ils questionnent la définition du féminisme d'Etat et du féminisme tout court (Miroiu *et al.* 2007 ; de Haan *et al.* 2016).

<sup>56</sup>H. R. Clinton, Remarks to the U.N. 4th World Conference on Women Plenary Session, Pékin, le 5.09.1995(<https://americanrhetoric.com/speeches/hillaryclintonbeijingspeech.htm>, téléchargé le 27.05.2019; ma traduction). Le discours prononcé par Charlotte Bunch est disponible ici : <http://www.feminist.com/resources/artsspeech/inter/center.htm>.

des formes de surveillance et d'endiguement de la « menace rouge ». Ces derniers s'appuient sur l'étude d'objets empiriques aussi contrastés que des groupes de femmes étasuniennes déployant des activités internationales avec le soutien - non-transparent et dévoilé avec fracas - des agences de renseignement du gouvernement<sup>57</sup>; la structuration par les financements philanthropiques du contenu d'une publication phare des « *women's studies* » qui écartait de son porto-folio la critique radicale des programmes de « développement »<sup>58</sup> ; enfin, l'activisme politique des femmes du « Sud » et ensuite de l'« Est » domestiqué et formaté par une offre occidentale de coopération internationale qui privilégiait les logiques d'« ONG-isation » et la professionnalisation experte<sup>59</sup>.

Au gré de la dé-classification progressive des archives constituées en contexte de Guerre froide, les études consacrées aux enchevêtrements conflictuels entre féminismes et (anti)communisme<sup>60</sup> continueront sans doute à proliférer et ce bouquet encore restreint de thématiques à s'enrichir à la lumière d'autres cas d'étude.

### **Bibliographie:**

ADAMI Rebecca & Dan PLESCH, 2022, *Women and the UN: A new history of women's international human rights*, Londres, Routledge.

ALVAREZ Sonia *et al.*, 2002, « Encountering Latin American and Caribbean Feminisms », *Signs. Journal of Women in Culture and Society*, 28, 2, p. 537-579.

ANTROBUS Peggy 2004, *The Global Women's Movement. Origins, Issues and Strategies*, New York, Zed Books.

ANTROBUS Peggy 2015 « DAWN, the Third World Feminist Network. Upturning Hierarchies », in Rawwida BAKSH & Wendy HARCOURT (éds.) *The Oxford Handbook of Transnational Feminist Movements*, New York, Oxford University Press, p. 159-187.

ARMSTRONG Elisabeth, 2016, « Before Bandung : The Anti-Imperialist Women's Movement in Asia and the Women's International Democratic Federation », *Signs. Journal of Women in Culture and Society*, 41, 2, p. 305-331.

BAKSH Rawwida & Wendy HARCOURT (éds.), 2015, *The Oxford Handbook of Transnational Feminist Movements*, New York, Oxford University Press.

BARRY Kathleen, Charlotte BUNCH & Shirley CASTLEY, 1984, *International Feminism. Networking against Female Sexual Slavery. Report of Global Feminist Workshop against Traffic in Women*, New York, IWTC.

BARTHELEMY Pascale 2022, *Sororité et colonialisme. Françaises et Africaines au temps de la guerre froide (1944-1962)*, Paris, Editions de la Sorbonne.

BASU Amrita (éd.) 1995, *The Challenge of Local Feminisms : Women's Movements in Global Perspective*, Boulder CO, Westview Press.

BASU Amrita (éd.), 2010, *Women's Movements in the Global Era. The Power of Local Feminisms*, Boulder CO, Westview Press.

BONFIGLIOLI Chiara, 2016, « The First UN World Conference on Women (1975) as a Cold War Encounter : Recovering Anti-Imperialist, Non-Aligned and Socialist Genealogies », *Filozofija i društvo*, XXVII, 3, p. 521-541.

BONFIGLIOLI Chiara, 2020, « Women's Internationalism and Yugoslav-Indian Connections: From the Non-Aligned Movement to the UN Decade for Women », *Nationalities Papers*, p. 1-16.

BORIS Eileen *et al.* (éds.), 2018, *Women's ILO : transnational networks, global labour standards, and gender equality, 1919 to the present*, Leiden, Brill.

---

<sup>57</sup>Laville 2002 et 2003.

<sup>58</sup>Coogan-Gehr 2011.

<sup>59</sup>Falquet 1997 ; Caulier 2009 ; Cirstocea 2019.

<sup>60</sup>Rosen 2000 ; Weigand 2001 ; Sethna & Hewitt 2018.

BOSERUP Ester, 1970, *Woman's Role in Economic Development*, Londres, George Allen & Unwin.

BOSERUP Ester, 1999, *My Professional Life 1929-1998 : With a Selected Bibliography*, Copenhagen, Museum Tusulanum Press : University of Copenhagen.

BRIATTE Anne-Laure *et al.* (éds.), 2019, *L'Europe, une chance pour les femmes ? Le genre de la construction européenne*, Paris, Editions de la Sorbonne.

BUNCH Charlotte, 1990, « Women's Rights as Human Rights : Towards a Re-Vision of Human Rights », *Human Rights Quarterly*, 12, 4, p. 486-498.

CASTLEDINE Jacqueline, 2012, *Cold War Progressives : Women's interracial organizing for peace and freedom*, Urbana, University of Illinois Press.

CAULIER Mathieu, 2009, *Faire le genre, défaire le féminisme. Philanthropie, politiques de population et ONG de santé reproductive au Mexique*, thèse de doctorat, EHESS, Paris.

CHARLESWORTH Hillary, 2013, *Sexe, genre et droit international*, Paris, A. Pedone.

CHEN Marty, 1996, « Engendering World Conferences : The International Women's Movement and the UN », in Thomas WEISS & Leon GORDENKER (éds.), *NGOs, the UN and Global Governance*, Boulder CO, Lynne Rienner Publishers, p. 139-158.

CIRSTOCEA Ioana, 2019, *La fin de la femme rouge ? Fabriques transnationales du genre après la chute du Mur*, Rennes, PUR.

CIRSTOCEA Ioana, 2021, « 'Global Feminism' as a Transnational Assemblage. Geopolitics of Women's Rights in the (post)Cold War (1975-1995), in Janett CONWAY *et al.* (éds.), *Cross-border Solidarities in 21<sup>st</sup> century contexts: Feminist perspectives and activist practices*, Lanham, Rowman & Littlefield, p. 3-28.

CIRSTOCEA Ioana *et al.* (éds.), 2018, *La globalisation du genre : mobilisations, cadres d'actions, savoirs*, Rennes, PUR.

CONNELLY Matthew, 2008, *Fatal Misconception. The Struggle to Control World Population*, Cambridge, Belknap Press.

COOGAN-GEHR Kelly, 2011, *The Geopolitics of the Cold War and Narratives of Inclusion*, New York, Palgrave Macmillan.

DAVID-ISMAIL Meryll *et al.*, 2015, « Analyser les politiques de mondialisation », in Johanna SIMEANT, (éd.), *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS Editions, p. 47-68.

DE HAAN Francisca, 2010a, « Continuing Cold War Paradigms in the Western Historiography of Transnational Women's Organizations : The Case of the Women's International Democratic Federation (WIDF) », *Women's History Review*, 19, 4, p. 547-573.

DE HAAN, Francisca 2010b, « A Brief Survey of Women's Rights », *UN Chronicle*, XLVII, 1, 2010, p. 56-59.

DE HAAN, Francisca 2022, « The Vietnam Activities of the Women's International Federation (WDF) », in Alexander SEDLMAIER (éd.), *Protest in the Vietnam War Era*, New York, Palgrave Macmillan, p. 51-81.

DE HAAN Francisca, Kristen GHODSEE, Krassimira DASKALOVA, Magdalena GRABOWSKA, Yasmina LUKIC, Chiara BONFIGLIOLI, Raluca Maria POPA, Alexandra GHIT 2016, « Ten Years After. Communism and Feminism Revisited », *Aspasia. The International Yearbook of Central, Eastern, and Southeastern European Women's and Gender History* 10, p. 102-168.

DESAI Manisha, 2005, « Le transnationalisme : nouveau visage de la politique féministe depuis Beijing », *Revue internationale des sciences sociales*, 184, p. 349-361

DESAI Manisha, 2009, *Gender and the Politics of Possibilities : Rethinking Globalization*, Lanham, Rowman & Littlefield.

DONERT Celia, 2015, « Femmes, communisme et internationalisme. La Fédération démocratique internationale des femmes en Europe centrale (1945-1979) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 126, p. 119-131.

DONERT Celia 2022, « Women's rights and global socialism. Gendering socialist internationalism during the Cold War », *International Review of Social History*, 67, p. 1-22.

EVANS Sara, 2003, *Journeys That Opened Up the World. Women, Student Christian Movements and Social Justice, 1955-1975*, New Brunswick, Rutgers University Press.

FALCÓN Sylvanna M., 2016, *Power Interrupted. Antiracist and Feminist Activism inside the United Nations*, Seattle, University of Washington Press.

FALQUET Jules 1997 *Femmes, projet révolutionnaire, guerre et démocratisation. L'apparition du mouvement des femmes et du féminisme au Salvador (1970-1994)*, thèse de doctorat, IHEAL, Paris.

FALUDI Susan, 1991, *Backlash: the undeclared war against women*, New York, Crown Publishers.

FERREE Myra Marx & Aili Mari TRIPP (éds.), 2006, *Global Feminism. Transnational Women's Activism, Organizing and Human Rights*, New York, New York University Press.

FILLIEULE Olivier & Erik NEVEU (éds.), 2019, *Activists Forever ? Long-term Impact of Political Activism*, New York, Cambridge University Press.

FECHTNER Clara, 2021, « East-South Women's Encounters in the Global History of the Cold War : The Anti-Imperialism of Women's Activism (s) », *Global Histories*, 6, 2, p. 46-70.

FRASER Arvonne & Irene TINKER, 2004, *Developing Power. How Women Transformed International Development*, New York, The Feminist Press at CUNY.

FRIEDMAN Elisabeth Jay, 2003, « Gendering the Agenda: The Impact of the Transnational Women's Rights Movement at the UN Conference of the 1990s », *Women's Studies International Forum*, 26, 4, p. 313-331.

GARNER Karen, 2010, *Shaping a Global Women's Agenda: Women's NGOs and Global Governance, 1925-1985*, Manchester, Manchester University Press.

GARNER Karen, 2013, *Gender and Foreign Policy in the Clinton Administration*, Boulder, Lynne Rienner Publishers/First Forum Press.

GHODSEE Kristen, 2019, *Second World, Second Sex. Socialist Women's Activism and Global Solidarity during the Cold War*, Durham, Duke University Press.

*Global Social Policy* 14, 2, 2014 (dossier spécial « Women and International Organizations in the late 20<sup>th</sup> century »).

GOLD Tami, 2011, *Passionate Politics. The Life and Work of Charlotte Bunch. A Joyce Warshaw Film*, Anderson Gold Films, Inc..

GRADSKOVA Yulia 2020 « The Cold War and the Women's International Democratic Federation: Defending human rights and inspiring women with achievements of state socialism? », *Czasopismo Naukowe Instytutu Studiów Kobiety* 2, 9, p. 171-185.

GRADSKOVA Yulia, 2021, *The Women's International Democratic Federation, the Global South and the Cold War: defending the rights of women of the "whole world"?*, New York, Routledge.

GUILHOT Nicolas, 2005, *The Democracy makers. Human rights and international order*, New York, Columbia University Press.

HAWKESWORTH Mary, 2006 *Globalization and Feminist Activism*, Lanham, Rowman & Littlefield.

HORN Denise, 2010, *Women, Civil Society, and the Politics of Democratization*, New York, Routledge.

JACQUOT Sophie, 2014, *L'égalité au nom du marché ? Émergence et démantèlement de la politique européenne d'égalité entre les hommes et les femmes*, Bruxelles, Peter Lang.

- JAIN Devaki, 2005, *Women, Development, and the UN a Sixty-year Quest for Equality and Justice*, Bloomington, Indiana University Press.
- JOACHIM Jutta, 2007, *Agenda Setting, the UN and NGOs. Gender, Violence and Reproductive Rights*, Washington, Georgetown University Press.
- JOACHIM Jutta, 2013, « Local-Global-Local: Women's Global Organizing », in Georgyna WAYLEN *et al.* (éds.), *The Oxford Handbook of Gender and Politics*, New York, Oxford University Press, p. 462-484.
- JOURNAL OF WOMEN'S HISTORY* 24, 4, 2012 (dossier thématique « Human Rights, Global Conferences, and the Making of Postwar Transnational Feminisms »).
- KADNIKOVA Anna, 2011, *The Women's International Democratic Federation World Congress of Women, Moscow, 1963. Women's Rights and World Politics during the Cold War*, mémoire de master, Central European University, Department of Gender Studies, Budapest.
- KECK Margaret & Kathryn SIKKINK 1998, *Activists beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics*, Londres, Cambridge University Press.
- KIM Suzy, 2019, « The Origins of Cold War Feminism During the Korean War », *Gender & History*, 31, 2, p. 460-479.
- KOTT Sandrine, 2021, *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*, Paris, Seuil.
- LACOMBE Delphine *et al.* 2011, « Le genre globalisé : cadres d'actions et mobilisations en débats », *Cultures & Conflits*, 83, p. 7-13.
- LAVILLE Hellen, 2002, *Cold War Women. The International Activities of American Women's Organizations*, New York, Manchester University Press.
- LAVILLE Hellen, 2003 « The memorial day statement: women's organizations in the 'peace offensive' », *Intelligence and National Security*, 18, 2, p. 192-210.
- LEVENSTEIN Lisa, 2018, « A Social Movement for a Global Age: US Feminists and the Beijing Women's Conference of 1995 », *Journal of American History*, 105, 2, p. 336-65.
- MAHON Rianne, 2019, « Gendering Development : The OECD's Development Assistance Committee, 1981-2000 », in Matthieu LEIMGRUBER & Matthias SCHMELZER (éds.) *The OECD and the International Political Economy Since 1948*, New York, Palgrave Macmillan, p. 335-356.
- MCDUFFIE Erik S., 2011, *Sojourning for freedom. Black women, American communism, and the making of black left feminism*, Durham, Duke University Press.
- MCGREGOR Katharine, 2012, « Indonesian Women, the Women's International Democratic Federation and the Struggles for 'Women's Rights', 1946-1965 », *Indonesia and the Malay World*, 40, 117, p. 193-208.
- MCGREGOR Katharine, 2016, « Opposing Colonialism : the Women's International Democratic Federation and decolonisation struggles in Vietnam and Algeria 1945-1965, *Women's History Review*, 25, 6, p. 925-944.
- MEYEROWITZ Joanne, 2021, *A War on Global Poverty. The Lost Promise of Redistribution and the Rise of Miccredit*, Princeton, Princeton University Press.
- MIROIU Mihaela, Natalia NOVIKOVA, Angelika PSARRA, Krassimira DASKALOVA, Harriet EVANS, Elena GAPOVA, Jane SLAUGHTER, Marilyn BOXER 2007 « Forum: Is 'Communist Feminism' a Contradictio in Terminis? », *Aspasia. The International Yearbook of Central, Eastern and Southeastern European Women's and Gender History*, 1, p. 197-246.
- MOGHADAM Valentine, 1995, « WID, WAD, GAD. Integration of Gender in Development », *Gender and Society*, Working Paper 3 in series Gender and Development, Women's Studies Programme, Birzeit University, p. 1-30.
- MOGHADAM Valentine, 2005, *Globalizing Women. Transnational Feminist Networks*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

MONDE(S) HISTOIRE, ESPACES, RELATIONS, 18, 2020 (dossier thématique « Décentrer la Guerre froide »).

MORGAN Robin (éd.) 1984, *Sisterhood is Global. The International Women's Movement Anthology*, New York, Anchor Press/Doubleday.

NAPLES Nancy & Manisha DESAI, 2002, *Women's Activism and Globalization. Linking Local Struggles and Transnational Politics*, Londres, New York, Routledge.

OLCOTT Jocelyn, 2017, *International Women's Year. The Greatest Consciousness-Rising Event in History*, New York, Oxford University Press.

POULOS Margarite, 2017, « Transnational militancy in Cold-War Europe : Gender, human rights, and the WIDF during the Greek Civil War, *European Review of History : Revue européenne d'histoire*, 24, 1, p. 17-35.

PRATT Nicola, 2020, *Embodying Geopolitics. Generations of activism in Egypt, Jordan, and Lebanon*, Oakland, University of California Press.

QUATAERT Jean H., 2014, « A Knowledge Revolution : Transnational Feminist Contributions to International Development Agendas and Policies, 1965-1995 », *Global Social Policy*, 14, 2, p. 209-227.

REILLY Niamh (éd.), 2019. *International Human Rights of Women*. Singapore: Springer.

RIST Gilbert, 1996, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de la Paris, Fondation nationale des sciences politiques.

ROMAN Denise (dir.), 2014, *La Convention pour l'élimination des discriminations à l'égard des femmes*, Paris, A. Pedone.

ROSEN Ruth, 2000, *The World Split Open. How the Modern Women's Movement Changed America*, New York, Viking Penguin.

SEN Gita & Caren GROWN, 1987, *Development, Crises and Alternative Visions : Third World Women's Perspectives*, New York, Monthly Review Press.

SETHNA Christabelle & Steve HEWITT, 2018, *Just Watch Us: RCMP Surveillance of the Women's Liberation Movement in Cold War Canada*, McGill-Queen's University Press.

SNYDER Margaret, 1995, *Transforming Development : women, poverty and politics*, Londres, Intermediate Technology Publications.

SNYDER Margaret, 2006, « Unlikely Godmother : The UN and the Global Women's Movement », in Myra Marx FERREE & Aili Mari TRIPP (éds.), *Global Feminism: Transnational Women's Activism Organizing, and Human Rights*, New York, NYU Press, p. 24-50.

SNYDER Sarah, 2011, *Human Rights Activism and the End of the Cold War. A Transnational History of the Helsinki Network*, Cambridge, Cambridge University Press.

STAUDT Kathleen, 1985, *Women, Foreign Assistance, and Advocacy Administration*, New York, Praeger.

STAUDT Kathleen, 1991, *Managing Development : State, society, and international contexts*, Londres, Sage Publications.

STIENSTRA Deborah, 1994, *Women's Movements and International Organizations*, Basingstoke: Macmillan.

SUHLAND Jennifer, 2015, *Economies of Violence: Transnational Feminism, Postsocialism and the Politics of Sex Trafficking*. Durham: Duke University Press.

TALAVER Alexandra, 2017, *Samizdat Magazines of the Soviet Dissident Women's Groups, 1979–1982: A Critical Analysis*, mémoire de master, Central European University, Department of Gender Studies, Budapest.

TINKER Irene 2015 « The Camel's Nose. Women Infiltrate the Development Project », in Rawwida BAKSH & Wendy HARCOURT (éds.), *The Oxford Handbook of Transnational Feminist Movements*, New York, Oxford University Press, p. 136-158.



TORDJMAN Simon, 2017, « L'art de la fugue : les droits des femmes à l'Assemblée générale de l'ONU », *Critique internationale*, 76, p. 21-39.

TRIGG Mary & Stina SODERLING, 2019, « Charlotte Bunch: Leading from the Margins as a Global Activist for Women's Rights », in Mary K. TRIGG & Alison R. BERNSTEIN (éds.), *Junctures in Women's Leadership: Social Movements*, New Brunswick, Rutgers University Press, p. 139-160.

VERSCHUUR Christine *et al.* (éds.), 2015, *Sous le développement, le genre*, Paris, IRD.

VISVANATHAN Nalini *et al.* (dir.), 2011, *The Women, Gender and Development Reader*, Londres, Zed Books.

WALSH Michaela, 2012, *Founding a Movement. Women's World Banking 1975-1990*, New York, Cosimo Books.

WEIGAND Kate, 2001, *Red Feminism. American communism and the making of women's liberation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

WESTAD Odd Arne, 2005, *The Global Cold War. Third World Interventions and the Making of Our Times*. New York: Cambridge University Press.

WINSLOW Anne, 1995, *Women, Politics, and the UN*, Londres, Greenwood Press.